

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** 24 (1987)  
**Heft:** 852

## **Titelseiten**

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 11.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

Une fois de plus, le rêve d'une grande union de la gauche politique ne s'est pas réalisé : au Tessin, le projet de réunion du vieux parti socialiste avec le PSA jeune et dynamique a échoué l'an dernier. De plus, les événements récents et l'excommunication imminente des membres du PS qui poursuivent le projet d'un rapprochement avec le PSA annoncent non la coopération des forces de gauche, mais plutôt confrontation, éclats, dégâts.

D'un point de vue historique, on est frappé de voir le grand nombre de scissions qui ont marqué l'évolution de tous les partis suisses - quelques-uns leur doivent même leur survie. L'évolution des radicaux, démocrates et libéraux au 19e - forces majoritaires dans la jeune Confédération - est exemplaire : à trois, ils formaient le pouvoir, mais ils ont chacun cherché leur voie propre parallèlement à l'industrialisation, s'assurant ainsi la clientèle non seulement des entrepreneurs industriels, mais aussi des artisans, des hommes de métiers, des enseignants, fonctionnaires et paysans, ce qui amène l'historien Gruner à parler de la "grande famille" du mouvement démocrate / radical / libéral.

Et même après la scission avec le parti paysan de Rodolphe Minger en 1918, subsiste un camp bourgeois qui coopère d'une manière aussi variée que le demande la diversité du fédéralisme. Les listes appartenées, les tandems traditionnels dans les élections au Conseil des Etats, les prises de position communes dans l'élaboration du compromis législatif et dans la nomination à des postes importants, ou même la formation d'un groupe parlementaire commun au niveau cantonal en témoignent encore aujourd'hui.

Cette recette éprouvée - fragmentation lors du surgissement de nouvelles couches sociales dont on veut s'assurer l'appui électoral, ce qui revient à marcher séparément pour se battre ensemble - a été moins suivie par la gauche. A la suite de scissions dououreuses, la gauche révolutionnaire s'est séparée de la gauche réformiste, mais ces deux forces se sont partagé la même

clientèle plutôt que d'en attirer de nouvelles. La coopération des forces dispersées de gauche ne correspond pas toujours à une lutte des clans, mais qui, sérieusement, peut parler de "grande famille" de la gauche suisse ?

Pourquoi la coopération pragmatique est-elle plus difficile à gauche ? Il y a certainement des explications à ce phénomène. Tout d'abord, le rôle de l'idéologie politique est plus important chez ceux qui aspirent à la réforme, qui s'opposent au statu quo. Mais, si les étiquettes "réformiste" ou "révolutionnaire", qui divergent fondamentalement sur le plan des idées, ont provoqué des scissions, elles ne signifient pas nécessairement la naissance d'une nouvelle couche sociale prête à les porter. Et, si le militant de gauche peut être poussé aux extrêmes, convaincu qu'il est du bien-fondé de son idéologie, le politicien bourgeois se voit freiné, discipliné par son milieu social qui tient à l'utilité économique de son engagement politique. Enfin, la coopération politique se fait plus facilement sur l'arrangement pragmatique des intérêts que sur les principes idéologiques.

Cela ne signifie pas que la gauche doive sacrifier ses principes - bien au contraire. Mais qui peut encore ignorer les problèmes actuels qui se posent et refuser de coopérer de manière pragmatique au nom de différences idéologiques ? On nous dit que la clientèle électorale de gauche - travailleurs, employés, fonctionnaires, indépendants, personnes âgées, femmes, "intellos" ou écolos - est la plus hétéroclite qui soit. Cela rend encore moins vraisemblable le rêve de l'union organisationnelle. Reste possible une coopération qui aboutirait à un mouvement réformiste et démocratique plus large. Cette ouverture sera d'autant plus importante que les préoccupations de la gauche traditionnelle - celles de la dignité de l'individu dans une société solidaire - vont resurgir au moment où le défi de l'écologie sera pris au sérieux par la politique institutionnelle.

WL